



# **ATELIER SOUS-REGIONAL SUR LES BIOCARBURANTS ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE CENTRALE**

**Libreville du 03 au 05 novembre 2009**

## **RAPPORT FINAL**



## **SYNTHESE**

## 1. Introduction

L'Atelier sous-régional sur les biocarburants et le développement durable en Afrique Centrale s'est tenu à Libreville, Gabon du 3 au 5 novembre 2009. Il a connu une forte participation (voir annexe) qui s'est traduite par une quinzaine de communications et l'organisation de trois groupes de travail. Les résultats issus de ces travaux ont permis d'élaborer des recommandations à l'adresse des Etats, de la CEEAC et des partenaires au développement. La présente synthèse résume les présentations en plénière, les résultats des travaux en groupe et les recommandations de l'atelier.

## 2. Ouverture de l'atelier

Le Coordonnateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale a rappelé qu'au début de la crise alimentaire en juin 2008, la FAO avait organisé à Rome une Conférence de Haut niveau sur le changement climatique, l'énergie et l'alimentation. Dans la déclaration finale les participants disaient, entre autre : « *Nous sommes ici pour relever les défis des bioénergies et du changement climatique, et de la situation actuelle de flambée des prix des produits alimentaires qui a des effets néfastes sur la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays en développement et les pays en transition* ». Et dans les mesures à prendre ils indiquaient : « *Il est essentiel de relever les défis et possibilités relatifs aux biocarburants, compte tenu des besoins mondiaux en matière de sécurité alimentaire, d'énergie et de développement durable. Nous sommes convaincus que des études approfondies sont nécessaires pour faire en sorte que la production et l'utilisation des biocarburants soient durables conformément aux trois piliers du développement durable et tiennent compte de la nécessité de parvenir à la sécurité alimentaire mondiale et de la maintenir. Nous sommes en outre convaincus du caractère souhaitable de la mise en commun de données d'expérience sur les technologies, normes et réglementations en matière de biocarburants. Nous demandons aux organisations intergouvernementales compétentes, et notamment la FAO, dans le cadre de leur mandat et de leur domaine de compétence, et avec la participation des gouvernements nationaux, des partenariats, du secteur privé et de la société civile, de stimuler un dialogue international cohérent efficace et fondé sur les résultats, au sujet des biocarburants, dans le contexte de la sécurité alimentaire et des besoins en matière de développement durable.* »

Le Secrétaire Général Adjoint de la CEEAC a quant à lui indiqué que : « *Pour concilier les besoins économiques et énergétiques avec les contraintes ci-dessus évoqués, la CEEAC entend s'engager dans le développement des biocarburants de seconde génération issus des plantes non alimentaires, moins consommatrices de terre et d'eau et plus rentable sur le plan technique et économique* ». Il a souligné la nécessité de mutualiser les efforts et les ressources pour faire face à un tel défi en insistant sur la nécessité d'envisager au plus tôt, une concertation avec les partenaires techniques et financiers intéressés par la filière parmi lesquels la FAO, la BAD et dans un futur proche, la BDEAC à travers le Fonds Africain des Biocarburants et des Energies Renouvelables (FABER).

## 3. Présentations

Les communications ont commencé par une session sur l'état des lieux. Au cours de celle-ci, il est apparu clairement que l'Afrique Centrale connaît incontestablement un retard en matière de réforme des politiques et institutions foncières, de gouvernance forestière ainsi que d'expériences pilotes dans le domaine des énergies durables. Il s'agit aussi curieusement de la sous-région disposant du plus grand potentiel hydroélectrique du continent africain. Malheureusement, ce potentiel est largement sous exploité.

Ce souci apparaîtra clairement dans la communication de M. Olivier Dubois qui non seulement considère que les pays africains, dont ceux de la sous région, devraient prioritairement chercher à valoriser les énergies hydroélectriques, mais aussi faire face au défi énergétique par les économies d'énergie et l'efficacité énergétique. Cette position réaliste transparaît aussi dans la proposition de M. Dubois de concentrer les efforts sur le développement des énergies renouvelables en milieu rural. Après avoir procédé à une clarification sémantique qui propose de préférer le terme « biocombustible » qui est plus inclusif, le présentateur montre que les coûts de production des biocarburants actuels ne les rendent pas plus compétitifs que le pétrole. L'auteur n'est pas convaincu des effets positifs des biocarburants sur la réduction des GES. Il considère qu'en réussissant l'intégration agriculture vivrière et biocarburants, on peut arriver à réduire considérablement les superficies à consacrer aux agrocultures. Enfin, cette présentation de cadrage a mis un accent particulier sur la gouvernance. En effet, il est très important d'intégrer les petits producteurs ruraux dans le processus de prise de décisions relatives aux options énergétiques adaptées à leurs priorités et spécificités. Ceci est l'un des gages de la durabilité.

La présentation de M. Dianka Mamadou s'appuie sur les rapports nationaux pour évaluer les possibilités de développement des biocarburants en Afrique Centrale. Il présente en particulier les différentes sources de production des biocombustibles susceptibles d'être utilisées. Un accent particulier est mis sur la possibilité de valoriser les résidus des industries sucrières notamment sans qu'on ait forcément besoin de créer de nouvelles plantations. Il considère que l'intégration sous régionale en Afrique centrale n'est pas suffisante pour promouvoir les échanges et les solidarités nécessaires à impulser une politique commune en matière de biocarburants. Au total, forte volonté politique, développement de directives et politiques appropriées, promotion du partenariat public-privé, mécanismes de financements conséquents et soutien à la recherche et au renforcement des capacités apparaissent aux yeux du présentateur comme étant les principales recommandations à proposer aux Etats et à leurs partenaires techniques et financiers.

A propos du rôle de la recherche dans ce processus, M. Simon Zok, Directeur Général de l'IRAD, présentera les réserves, mais aussi les opportunités, liées aux biocarburants. Il explicite les apports possibles de la recherche qui se déclinent entre autres en expérimentation en champs, constitution des banques de gènes, caractérisation physico chimique des huiles obtenues, etc. Il explique que l'IRAD vient d'élaborer un programme national de recherche sur les biocarburants. Dans la même lancée, il ressort de la contribution de Lambert Moundzeo du CRAL que les plantations de canne à sucre de la vallée du Niari au Congo contribuent de manière incontestable à la séquestration du carbone. L'on est en droit, conclura-t-il de considérer que cette séquestration joue sur le changement climatique. Ceci montre une autre facette de l'implication de la recherche dans la structuration de la démarche la plus appropriée face à l'intégration des biocarburants dans l'espace et l'économie de la sous région.

La problématique de la tenure foncière en rapport avec le développement des biocarburants a été introduite par M. Paul Tchawa. Il présente d'abord un état des lieux puis montre à quel point la tenure foncière est un discriminant de très grande importance pour garantir la sécurité alimentaire, protéger l'environnement et faire reculer la pauvreté en Afrique. L'Afrique Centrale reste en la matière à la traîne, d'où l'urgence des actions fortes et des stratégies cohérentes visant à renverser cette tendance. Parmi les points cruciaux mis en évidence, il y a la question de la sécurisation des droits des communautés locales et des peuples autochtones et celle de la reconfiguration des rôles des propriétaires des concessions forestières. En clair, il apparaît indispensable et urgent, dans le sillage du document « Cadre et des Directives des Politiques Foncières en Afrique » coordonné par l'Union Africaine et ses partenaires (CEA, BAD, FAO, ONU-Habitat...) et récemment validé au cours du sommet des Chefs d'Etats de l'UA à Syrte d'initier un mécanisme de mise en

œuvre dans la sous région des politiques foncières plus adaptées au développement durable.

Les présentations qui suivront souligneront l'importance de la recherche pour la mise en œuvre d'une stratégie efficace. Ceci transparaît clairement des communications du Cameroun et du Congo. Une autre présentation de l'ONG « Ingénieurs Sans Frontières » (ISF) montrera à quel point des initiatives isolées concernant le développement participatif des technologies d'énergie durables peuvent être pertinentes et efficaces. Il suffirait pour cela des financements plus conséquents, et surtout un partenariat plus solide entre toutes les parties prenantes. La présentation de Julien Schure traite des aspects économiques et a le mérite de montrer dans le détail les enjeux financiers attachés aux biocarburants. C'est l'occasion de se rendre compte que certains pays, à l'instar de la RDC et du Congo ont déjà cédé des milliers d'hectares aux promoteurs privés en provenance de différents pays parmi lesquels la Chine.

Les discussions qui ont suivi soulignent avec insistance, la nécessité de promouvoir des stratégies plus efficaces d'économie d'énergie et, au cas où la nécessité l'imposerait, de faire en sorte que les premières technologies approuvées des biocarburants touchent le milieu rural. Ces différents points seront d'ailleurs repris et développés par les travaux de groupes.

#### **4. Travaux en groupe**

Trois groupes ont été constitués :

- Biocarburants, agriculture, sécurité alimentaire et tenure foncière
- Biocarburant, environnement et changement climatique
- Biocarburant et sécurité énergétique

Leurs travaux ont débouchés sur les recommandations suivantes.

#### **5. Recommandations**

- Considérant l'engagement politique exprimé lors du Conseil des Ministres des Etats membres de la CEEAC sur la crise alimentaire réunis à Kinshasa en juillet 2008 ;
- Considérant la dynamique mondiale de promotion et de développement du secteur des biocarburants ;
- Considérant les conclusions de la Conférence de Haut niveau de la FAO sur l'Energie, la sécurité alimentaire et les changements climatiques tenue à Rome en juin 2008 ;
- Tenant compte des potentialités, des atouts et des opportunités de la sous région en termes de sources d'énergies renouvelables et de bioénergies pouvant constituer les leviers de développement des pays de la sous région ;
- Tenant compte des contraintes politiques, sociales, économiques et environnementales liées à la production des biocarburants, à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et à la tenure foncière ;
- Considérant l'existence des mécanismes de financement du secteur des biocarburants notamment le FABER (Fonds Africain de Biocarburants et Energies Renouvelables) en cours de mise en place par la CEEAC, la BDEAC et la CEMAC ;
- En perspective de la prochaine Conférence sur les changements climatiques prévue en décembre 2009 à Copenhague, des enjeux de lutte contre la pauvreté et des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

## Les participants à l'atelier ont recommandé :

### **A. A la CEEAC**

- 1) Considérer les biocarburants dans une perspective plus large du rôle de la bioénergie dans la problématique énergétique et de développement durable des pays et de la sous-région ;
- 2) Aider les Etats membres dans la formulation et l'adoption de politiques, de stratégies nationales et sous régionales, et d'un cadre réglementaire pour le développement des biocarburants ;
- 3) Mettre en place un Forum en vue de promouvoir l'accès à l'information et aux connaissances sur les biocarburants et promouvoir les échanges avec les autres institutions sous régionales (UEMOA, SADC, CEDEAO, etc.) ;
- 4) Elaborer les directives sous régionales en matière de développement durable des biocarburants (énergies renouvelables) ;
- 5) Mettre en place un groupe de travail technique sous régional sur les biocombustibles et les énergies renouvelables ;
- 6) Favoriser l'organisation et l'émergence des petites et moyennes entreprises de biocombustibles, y compris les entreprises familiales et petits producteurs ;
- 7) Mettre en place un mécanisme de financement sous régional pour le développement des biocombustibles et énergies renouvelables ;
- 8) Répertoire et mettre en œuvre les opportunités de coopération et de financements (MDP, REDD etc.) avec les institutions internationales, régionales et sous régionales ainsi que les partenaires techniques et financiers pour développer les biocarburants ;
- 9) Mettre en place une Task Force (CEEAC, CEMAC, FAO, IRAD, Brain Forest, Recherche, ) pour assurer le suivi et l'opérationnalisation des recommandations issues de l'atelier.

### **B. Aux Etats membres**

- 1) Privilégier les technologies qui sont à mesure de satisfaire les besoins énergétiques des populations rurales et alimenter de petites industries de transformation agro-alimentaire ;
- 2) Renforcer la capacité des principaux acteurs de la filière des biocarburants (producteurs, chercheurs, agro-industriels, etc.) ;
- 3) Mettre en place des comités nationaux et interministériels (en impliquant les chercheurs) sur les biocarburants ;
- 4) Renforcer les institutions et développer les instruments juridiques relatifs au régime foncier ;
- 5) Procéder à l'inventaire et à l'évaluation du matériel phytogénétique, source de biocombustibles en Afrique Centrale ;
- 6) Privilégier le marché national par rapport à l'exportation ;
- 7) Développer le partenariat public-privé afin de promouvoir les économies d'énergie et l'efficacité énergétique ;
- 8) Inviter les institutions financières et les Etats à apporter plus de soutien aux institutions de recherche ;
- 9) S'appuyer sur la recherche-développement pour élaborer les stratégies de mise en œuvre et le suivi de programmes nationaux de développement des biocarburants ;
- 10) Renforcer le lien agriculture-énergie dans une perspective de développement agricole et rural par la responsabilisation de tous les acteurs pertinents ;
- 11) Elaborer et harmoniser les normes nationales en matière de biocarburants dans la sous région ;

- 12) Mettre en œuvre les procédés de valorisation des déchets urbains agro-alimentaires et forestiers pour la production des bioénergies : cogénération, méthanisation etc.
- 13) Favoriser les biocarburants de deuxième génération pour éviter la déforestation et favoriser la sécurité alimentaire ;
- 14) Prendre en compte les biocombustibles dans les stratégies nationales REDD ;
- 15) Prendre en compte la question de la bioénergie et des énergies renouvelables dans les priorités à présenter à la Conférence Régionale de la FAO.

### **C. Aux partenaires au développement**

- 1) Encourager la FAO et les autres partenaires au développement à accompagner la CEEAC et les pays membres dans le développement des biocombustibles à travers des appuis techniques et financiers : états des lieux, formulation de projets et programmes ;
- 2) Accompagner les pays de sous région à adhérer au Fonds Africain des Biocarburants et des Energies Renouvelables (FABER) de la BDEAC ;
- 3) Créer un guichet au niveau de la BDEAC dédié aux énergies renouvelables ;
- 4) Mettre en place un réseau de diffusion de toutes les informations dédiées à la bioénergie ; dans un premier temps ce réseau pourrait être hébergé par la FAO.

### **D. A la recherche internationale**

- 1) Favoriser un partenariat avec les institutions nationales et les entreprises impliquées dans les filières pour le développement des projets de recherche et de développement.

**Liste des participants****CAMEROUN**

Simon ZOK  
 Jolien Schure  
 Paul Tchawa  
 Valentin Wagnoun Tchaonkat  
 Adamou Saïdou  
 Maurice Tsalefac  
 Jean Pascal Eloundou  
 Ludovic Niaro  
 Eric Clotaire Mbenoun  
 Ousmane Guindo

DG/IRAD  
 Cadre Associé CIFOR  
 Consultant  
 Inspecteur Min. Envir.  
 Député/RAPAR  
 Consultant  
 Min. Energie  
 BDEAC  
 ONG ISF  
 FAOR Cameroun

[j.schure@cifor.org](mailto:j.schure@cifor.org)  
[ptchawa@yahoo.fr](mailto:ptchawa@yahoo.fr)  
[valiwal@yahoo.fr](mailto:valiwal@yahoo.fr)  
[cabinetparlementairefaro@yahoo.fr](mailto:cabinetparlementairefaro@yahoo.fr)  
[mtsalefac@hotmail.com](mailto:mtsalefac@hotmail.com)  
  
[L.Miaro@bdeac.org](mailto:L.Miaro@bdeac.org)  
[ecmbenoun2000@yahoo.fr](mailto:ecmbenoun2000@yahoo.fr)  
[Ousmane.Guindo@fao.org](mailto:Ousmane.Guindo@fao.org)

**CONGO-BRAZZAVILLE**

Dominique Nsosso  
 Alexandre Talani Bandzouzi  
 Marc Mankoussou  
 Jean de Dieu Nzila  
 Lambert Moundzeo  
 Jacques Ossidou  
 Dieudonné Koguiyagda

S.G. Exécutif AMEA  
 DGA ANER  
 Attaché au dvpt rural MAE  
 Directeur du CRCRT  
 Chercheur CRAL/DGRST  
 Conseiller Eco. MODEFE  
 FAOR Congo

[nsodomib@yahoo.fr](mailto:nsodomib@yahoo.fr)  
[bonztalani@yahoo.fr](mailto:bonztalani@yahoo.fr)  
[mankoussou@yahoo.fr](mailto:mankoussou@yahoo.fr)  
[iddnzila@yahoo.fr](mailto:iddnzila@yahoo.fr)  
[moundzeo@yahoo.fr](mailto:moundzeo@yahoo.fr)  
[ossijack@yahoo.fr](mailto:ossijack@yahoo.fr)  
[Dieudonné.Koguiyaga@fao.org](mailto:Dieudonné.Koguiyaga@fao.org)

**GABON**

Fabien Ebang Abessolo  
 Michel Dieudonné Ebaya  
 Patrice Yemba  
 Idrissa Napon  
 Christian Ntoutoume  
 Joël Eveve Ngueley  
 Tsendjiet-Mboulou Ibrahim  
 Mouwaka Ngonga J. François  
 Isidore Mbina  
 Eunice Betouke Ongwe  
 Hervé Memiaghe  
 Richelieu Zué Obame  
 Gislin Mbye Ntoma  
 Emmanuel Bayani Ngoyi  
 Félicien Mbadinga Bakita  
 Jean Hilaire Mombo  
 Corine Ntoutoume  
 Christiane Ntsame Eneme

Expert PSSA  
 Expert local  
 SG Commission N. FAO  
 Consultant  
 IRAF/CENAREST  
 ONADER  
 ONG OGC  
 ONADER  
 IRA/CENAREST  
 IRET/CENAREST  
 IRET/CENAREST  
 ONG Brainforest  
 Min. Eaux et Forêts  
 Min. Eaux et Forêts  
 Min. Agriculture  
 IRAF/CENAREST  
 Min. Urbanisme  
 ONG OGC

[ebangfabienabessolo@yahoo.fr](mailto:ebangfabienabessolo@yahoo.fr)  
  
[yembapatrice@yaoo.fr](mailto:yembapatrice@yaoo.fr)  
[idnapon@yahoo.fr](mailto:idnapon@yahoo.fr)  
[ntoutoume2002@yahoo.fr](mailto:ntoutoume2002@yahoo.fr)  
[ngueley\\_j@yahoo.fr](mailto:ngueley_j@yahoo.fr)  
  
[jenfrançoismouwaka@yahoo.fr](mailto:jenfrançoismouwaka@yahoo.fr)  
[mbina\\_isi@yahoo.fr](mailto:mbina_isi@yahoo.fr)  
[mbme7@yahoo.fr](mailto:mbme7@yahoo.fr)  
[memiagheh@hotmail.com](mailto:memiagheh@hotmail.com)  
[zrichelieu@hotmail.com](mailto:zrichelieu@hotmail.com)  
[mbyentoma@yahoo.fr](mailto:mbyentoma@yahoo.fr)  
[scoutgabon@yahoo.fr](mailto:scoutgabon@yahoo.fr)  
  
[jeanhilairemombo@yahoo.fr](mailto:jeanhilairemombo@yahoo.fr)

**GUINEE-EQUATORIALE**

Pablo Nguema Ondo

Ingénieur, Min. Agriculture

**RCA**

Rodrique Prosper Yakende  
 Gustave Doungoube  
 Basile Tito

Directeur ICRA  
 Chargé mission, Min.Envir.  
 Expert Nat. projet PGPR

[yakenderp@yahoo.fr](mailto:yakenderp@yahoo.fr)  
[gdoungoube2000@yahoo.fr](mailto:gdoungoube2000@yahoo.fr)  
[basitito@yahoo.fr](mailto:basitito@yahoo.fr)

**RDC**

Ferdinand Badila Luwilamo  
 Etienne Nyombo Kitungwa

Dir. Sce Energ. nouvelles  
 SG Min. Energie

|  |  |  |
|--|--|--|
| Juvénel Bahune Lukolola Juvénel<br>Jean-Pierre Lotoy                                   | Conseiller Min. Agric.<br>Conseiller Min. Envir.                                 | <a href="mailto:bahunelukolola@yahoo.fr">bahunelukolola@yahoo.fr</a><br><a href="mailto:lotobanga@yahoo.fr">lotobanga@yahoo.fr</a>   |
| <b><u>SAO TOME &amp; PRINCIPE</u></b>  |  |  |
| Onofre Marques Fernandes   | Min. Agriculture   |  |
| <b><u>TCHAD</u></b>  |  |  |
| Alroufaye Mahdi Ahmat<br>Mbayhoudel Koumaro<br>Batedjim Noudjalbaye<br>Sandjima Dounia | Ingénieur, Min. Pétrole/Energ.<br>Chercheur ITRAD<br>AFAOR Tchad<br>Consultante  | <a href="mailto:almahdi2300@yahoo.fr">almahdi2300@yahoo.fr</a><br><a href="mailto:kmbayhoudel@yahoo.fr">kmbayhoudel@yahoo.fr</a><br><a href="mailto:Batedjim.Noudjalbaye@fao.org">Batedjim.Noudjalbaye@fao.org</a><br><a href="mailto:sandjima@yahoo.fr">sandjima@yahoo.fr</a> |
| <b><u>CEEAC</u></b>  |  |  |
| Joël Beassem<br>Honoré Tabuna<br>Dominique Mampouya                                    | Coordonnateur PRSA<br>Expert biodiversité<br>Conseiller Economique               | <a href="mailto:joel_beassem@yahoo.fr">joel_beassem@yahoo.fr</a><br><a href="mailto:domampouya@yahoo.com">domampouya@yahoo.com</a>   |
| <b><u>CEMAC</u></b>  |  |  |
| Angué Isaias Obama   | Directeur de l'Agriculture   | <a href="mailto:isaiasangue@yahoo.fr">isaiasangue@yahoo.fr</a>   |
| <b><u>USA</u></b>  |  |  |
| Jeffrey Hatcher  | Policy Analyst, R&R  | <a href="mailto:JHatcher@rightsandresources.org">JHatcher@rightsandresources.org</a>   |
| <b><u>BURKINA FASO</u></b>   |  |  |
| Dianka Mamadou   | Consultant/UEMOA   | <a href="mailto:mdianka04@yahoo.fr">mdianka04@yahoo.fr</a>   |
| <b><u>FAO</u></b>  |  |  |
| Olivier Dubois   | Senior Officer, NRCB   | <a href="mailto:Olivier.Dubois@fao.org">Olivier.Dubois@fao.org</a>   |
| Benoit Horemans  | Coordonnateur s/régional<br>Représentant de la FAO<br>Gabon/Sao-Tome et Principe | <a href="mailto:Benoit.Horemans@fao.org">Benoit.Horemans@fao.org</a>   |
| Sourakata Bangoura   | Land & Water Resources<br>Officer FAOSFC   | <a href="mailto:Sourakata.Bangoura@fao.org">Sourakata.Bangoura@fao.org</a>   |
| Odile Angoran  | Policy Officer FAOSFC  | <a href="mailto:Odile.Angoran@fao.org">Odile.Angoran@fao.org</a>   |
| Sankung Sagnia   | Crop production and protection<br>Officer, FAOSFC                                | <a href="mailto:Sankun.Sagnia@fao.org">Sankun.Sagnia@fao.org</a>   |
| Jean-Claude Nguingui.  | Forestry Officer, FAOSFC   | <a href="mailto:JeanClaude.Nguingui@fao.org">JeanClaude.Nguingui@fao.org</a>   |
| Michel Ngandji   | Chargé programme de terrain<br>FAOSFC  | <a href="mailto:Michel.Ngandji@fao.org">Michel.Ngandji@fao.org</a>   |
| SuChin Teoh  | Investment Officer, FAOSFC   | <a href="mailto:SuChin.Teoh@fao.org">SuChin.Teoh@fao.org</a>   |
| Athman Mravili   | Chargé de la santé animale<br>et des politiques d'élevage<br>FAOSFC              | <a href="mailto:Athman.Mravili@fao.org">Athman.Mravili@fao.org</a>   |
| Abdourahamane Hassane  | Expert Associé FAOSFC  | <a href="mailto:Abdourahamane.Hassane@fao.org">Abdourahamane.Hassane@fao.org</a>   |



## ATELIER SOUS-REGIONAL SUR LES BIOCARBURANTS ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE CENTRALE

Libreville, Gabon, 3 – 5 novembre 2009

### AGENDA PROVISOIRE

| Date          | Heure         | Activité   |
|---------------|---------------|--|
| <b>Jour 1</b> |               |  |
|               | 08.30 – 09.00 | Enregistrement des participants  |
|               | 09.00 – 09.30 | <b>Cérémonie d'ouverture</b><br>Discours - Représentant de la FAO<br>- Secrétaire Général de la CEEAC<br>- Représentant du gouvernement du Gabon |
|               | 09.30 – 10.00 | <b>Introduction à l'Atelier</b><br>(Sourakata Bangoura, SFC-FAO)   |
|               | 10.00 – 10.30 | <i>Café/Thé</i>  |
|               |               | <b>SESSION I – Etat des lieux</b>  |
|               | 10.30 – 11.30 | <i>Biocarburants, agriculture et sécurité alimentaire</i><br>(Olivier Dubois, NRC-FAO)   |
|               | 11.10 – 12.30 | Discussions  |
|               | 12.30 – 14.00 | <i>Déjeuner</i>  |
|               |               | <b>SESSION II – Contributions thématiques</b>  |
|               | 14.00 – 14.30 | <i>Biocarburants et énergie en Afrique Centrale (synthèse sous-régionale)</i><br>(Djanka, Consultant)  |
|               | 14.30 – 15.00 | <i>Etat des lieux des biocarburants en Afrique Centrale</i><br>(courtes présentations: Angola, Cameroun, Congo, Gabon, RDC, Tchad)               |
|               | 15.00 – 15.30 | Discussions  |
|               | 15.30 – 16.00 | <i>Café/Thé</i>  |
|               | 16.00 – 16.30 | <i>Biocarburants et changements climatiques en Afrique Centrale</i><br>(COMIFAC)   |
|               | 16.30 – 17.00 | Présentation IRAD (à préciser)   |
|               | 17.00 – 17.30 | Discussions  |

| <b>Jour 2</b> |                      |   |
|---------------|----------------------|---|
|               | 09.00 – 09.30        | <i>Biocarburants et tenure foncière en Afrique Centrale (synthèse sous-régionale)</i><br>(Paul Mathieu, FAO et Paul Tchawa consultant)  |
|               | 09.30 – 10.00        | Présentation d'une ONG<br>(à identifier)  |
|               | 10.00 – 10.30        | Discussions   |
|               | <i>10.30 – 11.00</i> | <i>Café/thé</i>   |
|               |                      | <b>SESSION III – Enjeux, risques et opportunités économiques des biocarburants en Afrique Centrale</b>  |
|               | 11.00 – 11.30        | Interventions du secteur privé (groupement professionnel du sucre, société pétrolière, entreprise de production d'huile de palme)   |
|               | 11.30 – 12.00        | <i>Aspects économiques et financiers de la filière des biocarburants</i><br>(CIFOR)   |
|               | 12.00 – 12.30        | Discussion  |
|               | <i>12.30 – 14.00</i> | <i>Déjeuner</i>   |
|               | 14.00 – 14.30        | <i>Expériences de l'Afrique de l'Ouest</i><br>(Mamadou Dianka, consultant)  |
|               | 14.30 – 15.00        | <i>Expériences de l'Afrique australe</i><br>(Malawi, Ile Maurice)   |
|               |                      | <b>SESSION IV – Travaux en groupe</b>   |
|               | 15.00 – 15.30        | <b><i>Introduction aux activités des Groupes de Travail</i></b>   |
|               | <i>15.30 – 16.00</i> | <i>Café/thé</i>   |
|               | 16.00 – 17.30        | Travaux en groupe :<br><br>A. Biocarburants, agriculture, sécurité alimentaire et tenure foncière<br><br>B. Biocarburants, environnement et changement climatique<br><br>C. Biocarburants et sécurité énergétique |

|               |                      |   |
|---------------|----------------------|---|
| <b>Jour 3</b> |                      |   |
|               | 09.00 – 10.30        | Travaux en groupe (suite)                                 |
|               | <i>10.30 – 11.00</i> | <i>Café/thé</i>   |
|               | 11.00 - 12.30        | Présentation des rapports des groupes de travail          |
|               | <i>12.30 – 14.00</i> | <i>Déjeuner</i>   |
|               | 14.00 – 15.00        | Libre   |
|               |                      | <b>SESSION V – Synthèse</b>                               |
|               | 15.00 – 16.30        | <b><i>Conclusions et recommandations de l'Atelier</i></b> |
|               | 16.30                | <b>Clôture de l'Atelier</b>                               |